

Démocratie

À UN AN DES MUNICIPALES, LES GRANDES VILLES FACE À LA TRIPLE POLARISATION IDENTITAIRE, SÉCURITAIRE ET ÉCOLOGIQUE

Jean-Yves Dormagen, Stéphane Fournier

10/06/2025

À un an des élections municipales, les grandes villes apparaissent plus que jamais comme les épicycles d'une recomposition politique marquée par une triple polarisation : identitaire, sécuritaire et écologique. Dans cette note, Jean-Yves Dormagen et Stéphane Fournier (Cluster 17) dressent un état des lieux des dynamiques à l'œuvre dans les métropoles. Face à une droite revigorée par le *backlash* contre les politiques écologistes et sécuritaires des mairies de gauche, à une gauche radicale qui progresse dans les centres urbains et à une fragmentation croissante de l'électorat, cette analyse éclaire les défis que doivent relever les forces sociales-démocrates pour maintenir leur ancrage local, rassembler un électorat de plus en plus polarisé, et répondre à l'exigence d'un récit municipal crédible, rassembleur et lisible. Un outil essentiel pour comprendre ce qui se joue déjà sur le terrain – et ce qui s'y jouera en 2026.

Les élections municipales de 2020 en pleine période de Covid-19 avaient conduit à une double analyse du résultat : d'une part, une reconduction de nombreux maires sortants dans un contexte pandémique incitant plutôt au conservatisme qu'au changement et, d'autre part, une « vague verte » dans quelques grandes métropoles emblématiques (Lyon, Bordeaux, Strasbourg au premier rang). Cela dans un contexte particulièrement porteur : le cadrage médiatique, politique et sondagier semblait beaucoup plus favorable à l'écologie politique, avec un cycle ouvert par les Accords de Paris en 2015 et les marches climat des jeunes dans le monde entier en 2019. Cette séquence voyait toutefois poindre la polarisation : d'une part, le « mouvement climat » était très homogène socialement, politiquement et géographiquement¹ ; d'autre part, alors qu'en 2019, dans un contexte très favorable, l'environnement devenait la préoccupation première des Français, elle était déjà très latéralisée à gauche². Depuis lors, l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique semblent des préoccupations passées au second plan, tandis que l'écologie est devenue le lieu de clivages nouveaux et d'une confrontation politique effervescente

dans de nombreux pays occidentaux³. Ce « retour de bâton » vis-à-vis des politiques écologiques est motivé à la fois « en bas » à l'échelle citoyenne par des mesures concrètes de plus en plus visibles et coercitives (ZFE, généralisation de l'électrique, déploiement de l'éolien) et « en haut » par la mise à l'agenda de discours polarisants sur le sujet, notamment du côté des droites conservatrices (voir par exemple le [discours de Marine Le Pen le 1^{er} mai 2024 à Perpignan](#)).

Le test de Cluster 17⁴ avec 30 questions clivantes montre par ailleurs que le clivage écologique est fortement corrélé au clivage identitaire et sécuritaire. Autrement dit, plus un individu est porteur de valeurs « progressistes », plus il y a de chances qu'il soit également en faveur de la réduction de la vitesse sur autoroute, pour le déploiement massif d'énergies renouvelables, pour l'interdiction à la vente des véhicules thermiques, etc. À l'inverse, plus un individu est porteur de valeurs « conservatrices », plus il y a de chances qu'il soit opposé, voire très opposé à l'ensemble de ces mesures.

Une étude récente de l'université de Dresde en Allemagne a par ailleurs mis en évidence que l'immigration et le changement climatique étaient les deux sujets sur lesquels la polarisation « affective » était la plus élevée (la polarisation affective mesure scientifiquement combien les défenseurs d'une position ont des sentiments négatifs envers ceux qui ne partagent pas leur position)⁵.

Des constats que nous partageons à l'aune de nos sondages. Cette polarisation « écologico-identitaire » repérée au niveau national s'applique également au niveau local et est exacerbée dans les grandes villes, voyant deux pôles, de plus en plus éloignés et divisés, s'affronter électoralement et symboliquement sur ces thématiques. La manière dont le débat se manifeste à Paris semble être l'illustration la plus emblématique de ce nouvel affrontement entre « bobos de gauche à vélo » et « beaufs de droite en 4x4 », le mouvement « Saccage Paris » étant une des manifestations les plus symboliques d'une nouvelle bataille politique mêlant à la fois écologie, propreté, sécurité, etc. Derrière l'apparente caricature de cette dualité idéologique, les données montrent que les questions de sécurité, de propreté, de circulation, obéissent bien à des logiques similaires, et feront partie des motivations de vote les plus saillantes lors des prochaines élections municipales.

Cette redéfinition des clivages est d'autant plus structurante qu'elle répond à une dynamique *haut-bas* : autrement dit, plus les forces politiques en présence mettent ces questions à l'agenda politique, plus cela entre en résonance avec les systèmes de valeurs des électeurs, plus cela polarise le débat et, *in fine*, plus cela structure les choix de vote. Partant du constat que tout ce qui n'est pas clivant est insignifiant politiquement, il est fort à parier que le « match » des élections municipales de 2026 dans les grandes villes françaises se fera en grande partie sur ces sujets

clivants autour du triptyque identité(s) – sécurité – écologie.

Un baroud d'honneur de la droite dans les grandes villes ?

Dans ce cadre, le « retour de bâton » contre les politiques de la gauche écologiste et socialiste (les deux entités gouvernant souvent ensemble et ne faisant en réalité qu'un seul et même « adversaire » auprès de l'électorat de droite) est porté par un électorat de droite très transversal qui part des fractions les plus radicales et les plus identitaires jusqu'aux profils plus modérés, libéraux et élitaires. Du fait de la situation politique locale, les candidats de la droite « traditionnelle », souvent affiliés aux Républicains, semblent être les mieux à même d'incarner ce « backlash » culturel anti-écologiste et sécuritaire dans les grandes villes. Que cela soit à Nantes (Loire-Atlantique), Marseille (Bouches-du-Rhône) ou Grenoble (Isère) sur la sécurité, ou encore à Lyon (Rhône) et Paris sur les sujets de circulation, les droites locales se mobilisent particulièrement sur ces thématiques, parfois avec l'aide de collectifs citoyens⁶.

Dans ces villes gouvernées par la gauche, la popularité des maires en place est très « latéralisée ». En dehors des *clusters* les plus à gauche de l'espace progressiste, leur popularité dépasse rarement les 10% dans les électorats du centre et des droites.

À ce titre, dans de nombreuses villes, nous observons une radicalisation « anti-gauche » de l'électorat Renaissance, qui, sur de nombreuses thématiques, se positionne comme les électeurs des droites conservatrices et identitaires.

Pour autant, dans la plupart des vingt plus grandes villes françaises, la sociologie politique joue en défaveur de la droite, ce qui est une des raisons paradoxales de la polarisation : la prééminence culturelle de la gauche et le caractère « inéluctable » de sa progression électorale entraînent des changements profonds pour des électeurs de droite qui « ne reconnaissent plus » leur ville. Ce sentiment décliniste éprouvé au niveau du pays, mais aussi de son bassin de vie est un moteur particulièrement puissant de la mobilisation des électeurs de droite. L'idée que leur ville évolue négativement est quasi-unanimement partagée par les électeurs conservateurs vivant dans les grandes métropoles françaises⁷.

De fait, le renouvellement générationnel et les effets de mobilité résidentielle des seniors tendent à faire diminuer le poids de la droite dans l'électorat des grandes métropoles⁸. Dès lors, en 2020, la droite n'avait gagné qu'une dizaine de villes parmi les 42 qui comptent plus de 100 000 habitants et seulement 77 villes dans les villes de plus de 30 000 habitants (contre plus de 100 en 2014).

Malgré la sociologie et ces effets de génération, le contexte politique pourrait néanmoins entraîner un « baroud d'honneur » de la droite en 2026. Et ce, pour plusieurs raisons :

- la polarisation au niveau national entraîne un délitement du « macronisme » dont un grand nombre d'électeurs sont retournés vers la gauche ou vers la droite en 2024. Leur faible implantation au niveau local ne peut que renforcer ce phénomène de délitement. Par conséquent, Renaissance et le bloc central n'auront probablement qu'un rôle de « force d'appoint » dans de nombreuses villes. L'alliance au niveau national entre Les Républicains (LR) et le centre a toutes les chances de se déployer au niveau local. Du moins, elle aurait une véritable logique tant leurs électorats sont proches, notamment sur les enjeux locaux, et ce, spécifiquement quand la mairie est dirigée par la gauche. De telles alliances renforceraient mécaniquement les chances de victoire de la droite et du centre contre la gauche ;
- la percée du Rassemblement national (RN) demeure faible dans les grandes métropoles. Notamment parce que les *clusters* populaires et antisystème de son électorat (les Réfractaires et les Sociaux-Patriotes) sont particulièrement sous-représentés dans les grandes villes (*voir annexe 1*). Par ailleurs, l'implantation locale du RN est difficile et l'électorat de droite traditionnelle qui a basculé au niveau national ne dispose pas des mêmes débouchés au niveau local. Dès lors, cela place LR au « centre » du jeu à droite dans les alliances potentielles. Exception notable à Marseille, où le RN est en position de force au sein des droites avec un candidat ex-UMP (Union pour un mouvement populaire) qui a même entrepris de refonder le Rassemblement pour la République (RPR)⁹. La sociologie marseillaise et son contexte particulier ont pour effet que c'est potentiellement le RN et son candidat Franck Allisio qui seront le « barycentre » de la droite ;
- des effets de contexte peuvent également favoriser la droite : nous l'avons dit, des villes « emblématiques » comme Annecy (Haute-Savoie), Lyon et Bordeaux (Gironde) ont été prises dans des contextes particulièrement favorables à l'écologie politique. Depuis, l'opinion s'est polarisée et crispée. Le bilan des maires de gauche, écologistes comme socialistes est approuvé majoritairement à gauche (souvent d'ailleurs, autant ou plus dans les *clusters* de gauche radicale que dans la gauche sociale-démocrate) mais est fortement rejeté dans les *clusters* du centre et la droite (*voir annexe 2*). À Paris, malgré une sociologie favorable, la mobilisation des électeurs de la droite et du centre pourrait très clairement entraîner une alternance, après vingt-cinq ans de gouvernance de la « gauche plurielle ». Si des villes comme Grenoble ou Lille (Nord) semblent à l'abri, les niveaux de polarisation que nous y observons sont également très élevés et le match sera probablement plus serré qu'il n'y paraît. En somme, le jeu est plus ouvert que jamais dans un contexte qui semble plus

favorable à la droite qu'en 2020, tant du point de vue local que national – et tant au niveau de l'opinion publique que du cadrage médiatique.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La lame de fond : des grandes villes ultra-progressistes

Si cette restructuration potentielle de l'électorat de droite peut permettre une concurrence accrue dans un certain nombre de grandes villes, la plupart d'entre elles sont hors de portée. Et ce, pour une raison simple : les jeunes et les diplômés, qui sont des publics très favorables à la gauche¹⁰, y sont sur-représentés¹¹ (*voir annexe 3*).

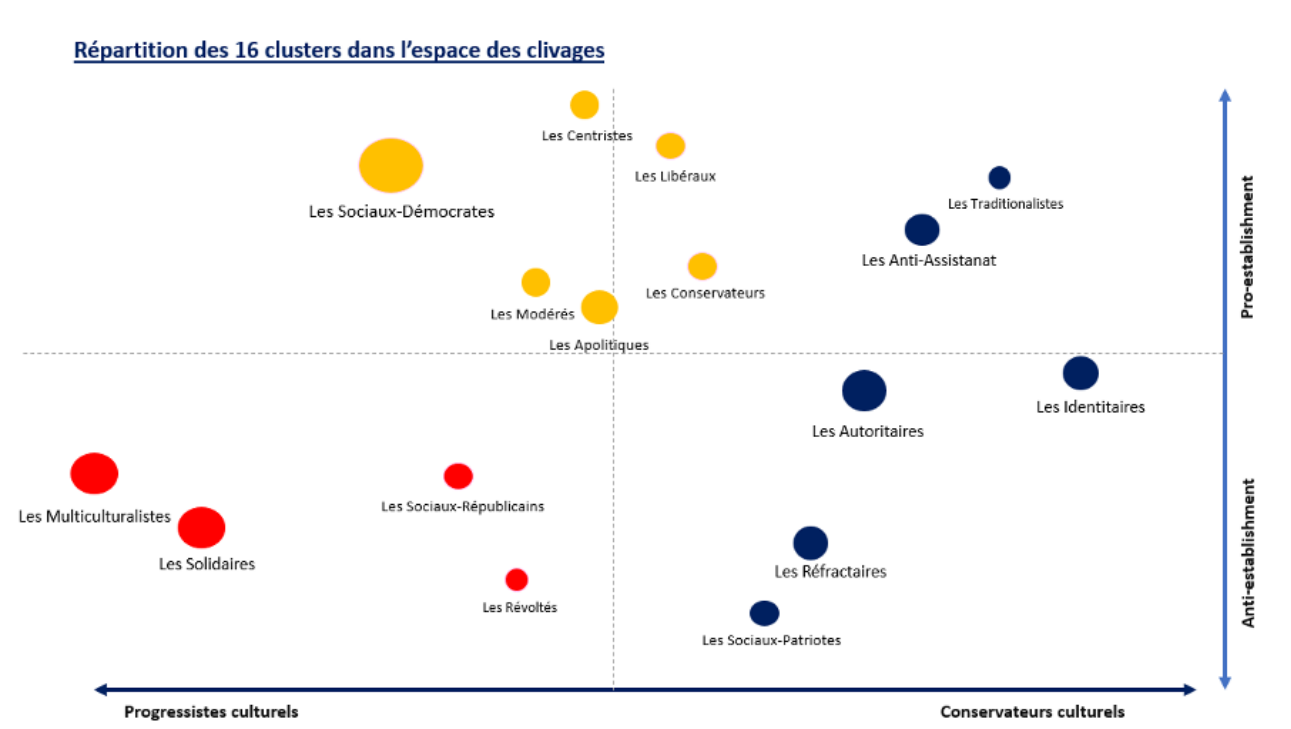
À plus ou moins court terme, les effets de renouvellement générationnel doivent même conduire à une « homogénéisation » des grandes villes et à la bascule des derniers bastions de droite au profit de la gauche. En effet, la « clusterisation » montre l'assise culturelle de la gauche et une nette sur-représentation de l'électorat progressiste dans les grandes villes. Ainsi, les deux *clusters* les plus progressistes de notre segmentation, qui sont aussi les plus écologistes et les plus « rupturistes » – les Multiculturalistes et Solidaires –, sont sur-représentés dans quinze des vingt plus grandes villes françaises (*voir annexe 4*). À ce titre, Toulouse (Haute-Garonne) constitue l'un des cas les plus fascinants à observer : une sociologie politique qui penche clairement à gauche (les quatre *clusters* les plus progressistes réunissent près de 50% de l'électorat contre 30% en moyenne au niveau national, *voir annexe 5*) et un électorat qui vote très largement à gauche lors des élections nationales. Pour autant, en quittant LR au niveau national, en dénonçant sa droitisation et en portant un certain nombre de projets symboliques (nette augmentation des pistes cyclables, nouvelle ligne de métro), Jean-Luc Moudenc réussit probablement à attirer à lui une grande partie d'électeurs sociaux-démocrates tout en s'épargnant une opposition sur sa droite¹².

Enfin, notons que, parmi les grandes villes, Nice (Alpes-Maritimes) est l'exception qui confirme la règle. Seule ville parmi les dix premières dans laquelle le total des *clusters* les plus conservateurs est très largement supérieur à la moyenne nationale (*voir annexe 6*), elle est pour l'heure totalement hors de portée de la gauche.

La percée de LFI dans les grandes villes pourrait accélérer la polarisation à gauche

L'étude des dernières élections présidentielle et européenne semble montrer que le renouvellement générationnel et le contexte politique global (diminution de l'influence de la social-démocratie, tripartition politique...) favorisent la progression de La France insoumise (LFI) dans les grandes villes, en particulier dans les villes de petite couronne métropolitaine. Entre 2019 et 2024, son score aux européennes augmente par exemple de 30 à 40 points à Bobigny (Seine-Saint-Denis), Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Bondy (Seine-Saint-Denis), Vénissieux (Rhône), Roubaix (Nord)... Mais il augmente aussi dans les villes-centres : +15 à Lille, +14 à Montpellier, Grenoble et Strasbourg, +11 à Paris, Rennes et Toulouse (voir annexe 7). Au global, LFI réalise presque dix points de plus en moyenne dans les 110 plus grandes villes françaises qu'au niveau national (19,5% contre 9,9%). En 2019, cet écart entre les grandes villes et le score national n'était que de 1,2 point (voir annexe 8). Même constat pour la présidentielle où Jean-Luc Mélenchon a nettement plus progressé dans ces 110 villes qu'au niveau global : ainsi, en 2017, il réalisait en moyenne 24,3% dans ces communes contre 19,6% au niveau national. En 2022, cet écart a doublé : il réalisait 31,8% dans ces 110 communes contre 21,9% au niveau national.

Graphique 1. Clustérisation de l'électorat français et répartition des *clusters* dans un espace en deux dimensions (un axe progressiste vs conservateurs et un axe pro-establishment vs anti-establishment)



Cette évolution repose sur deux pans :

1. le comportement des électeurs : la progression de LFI en 2024 est très fortement corrélée à des hausses de participation. Autrement dit, plus la participation augmente dans ces villes propices au vote, plus – et c’est logique – le score de LFI augmente. Ainsi, dans les vingt villes où le score de LFI a le plus progressé aux européennes de 2024, il n’y a qu’à Drancy (Seine-Saint-Denis) et Saint-Joseph (La Réunion) que la participation n’augmente pas par rapport à 2019. Dans les 18 autres villes, la participation progresse de 2 à 8 points (*voir annexe 6*) ;
2. les valeurs et les attitudes des électeurs : la progression de LFI est pour partie le résultat de la polarisation de l’électorat de gauche dans ces grandes villes, c’est-à-dire d’un « déplacement » des valeurs des électeurs de gauche vers plus de progressisme, mais aussi plus de « rupturisme », d’écologisme « sans compromis », etc. Ce mouvement de polarisation, nous l’avons observé en soumettant le même questionnaire des 30 questions clivantes aux mêmes individus à trois ans d’intervalle. Sur ces 8000 individus, une part importante d’entre eux s’est déplacée vers les pôles « extrêmes » : le *cluster* des Multiculturalistes, qui est « le plus à gauche » de notre segmentation, passait ainsi de 7 à 12% de l’électorat quand le *cluster* des Identitaires, qui « le plus à droite » de notre segmentation, passait de 13 à 18%¹³ ;
3. ces résultats nous ont d’ailleurs conduits à refaire notre questionnaire et à réaffiner notre segmentation pour avoir des groupes plus équilibrés et plus distinctifs. Rappelons que les *clusters* sont classés sur les deux axes qui clivent le plus les opinions : l’axe culturel-identitaire (en abscisse ci-dessus) et l’axe pro vs anti-système (en ordonnée ci-dessus).

À l’issue de cette nouvelle segmentation électorale, nous repérons l’existence d’un « bloc » de gauche radicalement progressiste, écologiste et sociale, pesant 15% de l’électorat national et correspondant aux deux *clusters* Multiculturalistes et Solidaires. Ces deux *clusters* constituent aujourd’hui le noyau dur de l’électorat de La France insoumise et de Jean-Luc Mélenchon. Ce qui les caractérise, c’est leur demande de « radicalité » sur le plan politique, économique et social et leur « ultra » progressisme sur les questions culturelles, identitaires et écologiques. Leur poids dans la plupart des grandes villes est très largement supérieur à la moyenne nationale (*voir annexe 4*).

Cette sociologie favorable, cumulée au fait que LFI est aujourd’hui en *leadership* sur cet espace politique du fait notamment de la moindre concurrence des Écologistes, conduit mécaniquement à avoir dans de nombreuses métropoles des listes LFI au-dessus des 10% nécessaires à la qualification au second tour. Dans nombre d’entre elles, LFI sera en position d’« arbitre » avec un pouvoir de « nuisance » considérable, car ses voix seront indispensables pour le candidat Parti socialiste (PS) ou Les Écologistes qui arriverait en tête.

C'est donc logiquement que les Insoumis ciblent les villes dans lesquelles la gauche gouverne sans eux et où ils réalisent de bons scores au scrutin national. Forts de cette polarisation définie plus haut, ils ont une ligne « d'attaque » contre les maires de gauche en place qui est orientée principalement sur ces sujets identitaires et sécuritaires¹⁴, témoignant du fait que la polarisation sur ces sujets n'est pas l'apanage de la droite et que c'est d'ailleurs pour cela qu'elle produit des effets et structure fortement l'électorat. Ainsi, à Saint-Denis, le maire socialiste est régulièrement ciblé sur les sujets de sécurité et de laïcité. À Rennes, ville également ciblée par les Insoumis, la gauche se divise sur les sujets de sécurité. D'autres villes sont emblématiques de ces affrontements avec des leaders socialistes : les maires de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Montpellier, Marseille ou encore Vaulx-en-Valin (Rhône) sont ainsi des cibles privilégiées.

Dans cette polarisation « intra-gauche » qui fait s'affronter LFI et le PS, Les Écologistes voient poindre le risque d'être pris en « étau ». Un phénomène qui s'est produit au niveau national lors des élections européennes et qui pourrait se reproduire au niveau local dans la mesure où ils apparaissent bien souvent comme « une force d'appoint » dans les villes qu'ils ne gouvernent pas. Leur choix d'alliance pourrait s'avérer décisif et conduire à des restructurations importantes au sein de la gauche s'ils décidaient de s'unir avec LFI sans le PS dans un certain nombre de villes (à Lille, Toulouse, Montpellier ou Marseille, par exemple).

La fin des « baronnies » locales ?

Une des conséquences que pourrait avoir la polarisation idéologique et électorale à long terme dans les grandes villes est la fin de la « prime automatique au sortant ». De fait, nous percevons dans nos études quantitatives, comme dans nos études qualitatives, une forte influence des sujets nationaux sur la perception des électeurs vis-à-vis de leur maire, notamment pour les mairies de gauche. Leurs prises de position sont scrutées et peuvent avoir des influences notables sur tel ou tel segment de l'électorat.

Plus généralement, nous observons une forte corrélation entre l'identification politique du maire en place et le niveau de polarisation. Autrement dit, dans les grandes villes, notamment celles dirigées par la gauche, l'étiquette politique des maires est très bien identifiée par les sondés. La connaissance de cette identité politique a, dès lors, une importance particulière, car elle structure le positionnement des citoyens. À l'inverse, dans de nombreuses villes de taille intermédiaire, l'identification partisane des maires est moindre et permet dès lors davantage de transversalités ; c'est ainsi que, dans de nombreuses communes, des maires de droite attirent le vote des *clusters* Sociaux-démocrates et Modérés.

Dès lors, la « crispation » très forte de l'électorat de droite et du centre contre les maires de gauche dans les grandes villes rend très difficiles l'implantation et le renouvellement automatique des sortants. Des parcours comme ceux de Georges Frêche ou d'Alain Juppé semblent difficilement reproductibles à l'ère de la polarisation identitaire.

Même si ce phénomène touche moins la droite pour le moment dans la mesure où, dans de nombreuses métropoles, l'absence de candidatures fortes de l'extrême droite permet au candidat de centre droit ou de droite « républicaine » d'être très transversal sans avoir d'opposition et de polarisation sur sa droite. C'est moins le cas avec les mairies de gauche qui, comme nous l'avons vu, souffrent de la nouvelle concurrence de LFI et de leur radicalité sur certains sujets qui « étire » et clive l'électorat de gauche.

En somme, la dynamique politique des prochaines élections municipales sera profondément marquée par la polarisation idéologique qui structure désormais le paysage électoral des grandes villes. L'affrontement entre écologie, sécurité et identité redéfinit les lignes de fracture, avec une gauche progressiste dominante, mais fortement contestée quand elle est aux manettes, tant par la droite traditionnelle que par un électorat Insoumis en quête de rupture. Si la droite peut espérer un sursaut électoral, notamment grâce à une mobilisation accrue contre les bilans des maires en place en matière de circulation ou de sécurité, la sociologie urbaine joue en sa défaveur à long terme. Par ailleurs, l'affaiblissement de la « prime au sortant » annonce une plus grande incertitude dans ces scrutins, où les dynamiques nationales pèsent de plus en plus sur le vote local. En somme, les élections municipales de 2026 pourraient être un moment de restructuration politique majeur, où chaque camp devra d'abord fédérer et mobiliser son noyau dur électoral tout en évitant les sujets de clivage qui lui empêcheraient de rassembler un électorat plus large au second tour.

Annexes

Annexe 1. Répartition des *clusters* dans les espaces de densité Insee¹⁵

| Cluster/ Espace de densité | Grands centres urbains | Centres urbains intermédiaires | Ceintures urbaines | Petites villes | Bourgs ruraux | Rural à habitat dispersé | Rural à habitat très dispersé | Total Urbain | Total Rural | Total National |
|----------------------------|------------------------|--------------------------------|--------------------|----------------|---------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|-----------------------|
| Multiculturalistes | 10,9% | 8,0% | 5,1% | 4,2% | 3,7% | 2,8% | 5,2% | 10,2% | 3,5% | 7,1% |
| Solidaires | 10,1% | 7,2% | 4,6% | 5,1% | 4,7% | 3,2% | 4,3% | 9,4% | 4,0% | 6,9% |
| Sociaux-démocrates | 13,6% | 9,7% | 8,5% | 7,6% | 6,6% | 6,3% | 6,4% | 12,6% | 6,4% | 9,8% |
| Sociaux-républicains | 6,8% | 5,4% | 4,9% | 4,8% | 4,6% | 4,6% | 5,1% | 6,5% | 4,6% | 5,6% |

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------|-------------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------|--------------|-------------|
| Révoltés | 4,2% | 4,2% | 3,0% | 3,0% | 3,2% | 3,4% | 4,4% | 4,2% | 3,4% | 3,7% |
| Modérés | 6,2% | 6,1% | 6,0% | 6,0% | 5,8% | 6,1% | 5,4% | 6,2% | 5,9% | 6,1% |
| Apolitiques | 6,0% | 7,1% | 8,1% | 7,8% | 8,3% | 8,3% | 8,0% | 6,3% | 8,3% | 7,1% |
| Centristes | 6,2% | 5,2% | 5,7% | 5,8% | 5,3% | 4,1% | 4,0% | 6,0% | 4,6% | 5,6% |
| Libéraux | 5,5% | 5,3% | 5,3% | 5,0% | 4,6% | 4,4% | 4,4% | 5,5% | 4,5% | 5,2% |
| Conservateurs | 3,9% | 4,5% | 4,9% | 4,6% | 4,7% | 4,7% | 4,7% | 4,1% | 4,7% | 4,4% |
| Sociaux-patriotes | 2,6% | 3,8% | 5,6% | 5,5% | 7,5% | 8,9% | 7,1% | 2,9% | 8,1% | 5,0% |
| Réfractaires | 3,3% | 5,3% | 5,6% | 5,6% | 7,7% | 8,5% | 7,5% | 3,8% | 8,0% | 5,4% |
| Autoritaires | 4,7% | 8,2% | 9,5% | 9,8% | 10,4% | 10,5% | 10,3% | 5,6% | 10,4% | 7,8% |
| Anti-assistanat | 5,2% | 6,7% | 6,9% | 7,4% | 7,4% | 7,3% | 7,1% | 5,6% | 7,3% | 6,4% |
| Traditionalistes | 6,0% | 5,3% | 5,9% | 6,2% | 4,7% | 4,3% | 4,7% | 5,8% | 4,5% | 5,5% |
| Identitaires | 4,8% | 8,0% | 10,4% | 11,7% | 10,9% | 12,6% | 11,3% | 5,6% | 11,7% | 8,2% |

Annexe 2. Perception du bilan de la majorité municipale à Lyon¹⁶

| Clusters | Très satisfaisant | Plutôt satisfaisant | Plutôt mauvais | Très mauvais | Vous ne savez pas | Total Satisfaisant | Total Insatisfaisant |
|--|-------------------|---------------------|----------------|--------------|-------------------|--------------------|----------------------|
| Multiculturalistes | 25% | 60% | 6% | 1% | 9% | 85% | 6% |
| Solidaires et Révoltés | 6% | 36% | 30% | 17% | 12% | 41% | 47% |
| Sociaux-démocrates et Sociaux-républicains | 5% | 50% | 24% | 10% | 11% | 54% | 34% |
| Modérés | 3% | 18% | 28% | 44% | 7% | 21% | 72% |
| Apolitiques | 5% | 31% | 31% | 17% | 16% | 36% | 48% |
| Centristes | 0% | 6% | 51% | 40% | 4% | 6% | 91% |

| | | | | | | | |
|-----------------------------------|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Libéraux | 0% | 4% | 46% | 45% | 5% | 4% | 91% |
| Conservateurs | 0% | 5% | 32% | 58% | 5% | 5% | 90% |
| Réfractaires et Sociaux-patriotes | 0% | 10% | 2% | 80% | 7% | 10% | 82% |
| Autoritaires | 2% | 16% | 23% | 49% | 10% | 18% | 72% |
| Anti-assistanat | 0% | 4% | 18% | 77% | 1% | 4% | 95% |
| Traditionalistes | 0% | 4% | 7% | 89% | 0% | 4% | 96% |
| Identitaires | 4% | 0% | 7% | 87% | 3% | 4% | 93% |
| Total général | 6% | 28% | 23% | 35% | 8% | 34% | 58% |

Annexe 3. Composition des sept espaces de densité Insee par âge¹⁷

| Espace de densité Insee / âge | 18-24 | 25-34 | 35-49 | 50-64 | 65-74 | 75+ |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Grands centres urbains | 13,7% | 18,9% | 24,6% | 21,9% | 13,4% | 7,5% |
| Centres urbains intermédiaires | 10,8% | 14,7% | 24,7% | 24,5% | 17,2% | 8,1% |
| Ceintures urbaines | 9,8% | 12,6% | 23,4% | 26,1% | 19,5% | 8,6% |
| Petites villes | 7,6% | 11,3% | 22,1% | 26,4% | 21,7% | 10,9% |
| Bourgs ruraux | 6,9% | 10,1% | 23,2% | 26,5% | 21,8% | 11,5% |
| Rural à habitat dispersé | 6,5% | 10,4% | 22,3% | 25,9% | 22,5% | 12,4% |
| Rural à habitat très dispersé | 7,4% | 9,5% | 23,5% | 24,4% | 22,3% | 12,9% |

Annexe 4. Part des deux *clusters* Multiculturalistes et Solidaires dans les 20 plus grandes villes françaises vs national¹⁸

| Ville / clusters | Multiculturalistes | Solidaires | Total |
|-------------------------|--------------------|------------|---------------------|
| National | 7,50% | 7,50% | 15% |
| Paris | 9,3% | 6,4% | 15,7% |
| Marseille | 8,8% | 10,9% | 19,7% |
| Lyon | 9,6% | 7,1% | 16,7% |
| Toulouse | 13,8% | 11,3% | 25,1% |
| Nice | 4,7% | 5,3% | <u>9,9%</u> |
| Nantes | 9,6% | 7,8% | 17,4% |
| Strasbourg | 12,2% | 9,5% | 21,7% |
| Bordeaux | 8,9% | 6,4% | 15,3% |
| Lille | 10,7% | 12,8% | 23,5% |
| Montpellier | 15,2% | 12,1% | 27,3% |
| Rennes | 11,5% | 8,7% | 20,2% |
| Toulon | 4,3% | 4,4% | <u>8,7%</u> |
| Reims | 6,1% | 6,6% | <u>12,8%</u> |
| Saint-Étienne | 8,9% | 11,2% | 20,1% |
| Le Havre | 6,1% | 7,8% | <u>13,9%</u> |

| | | | |
|--------------|-------|-------|---------------------|
| Dijon | 7,2% | 7,2% | <u>14,4%</u> |
| Grenoble | 13,2% | 12,2% | 25,4% |
| Angers | 8,3% | 7,6% | 15,9% |
| Villeurbanne | 10,0% | 12,3% | 22,3% |

Annexe 5. Clustérisation de la ville de Toulouse¹⁹

| Clusters | Toulouse | National |
|----------------------|-----------------|-----------------|
| Multiculturalistes | 13,8% | 7,5% |
| Solidaires | 11,3% | 7,6% |
| Sociaux-démocrates | 14% | 9,9% |
| Sociaux-républicains | 7% | 5,7% |
| Révoltés | 5,4% | 4,3% |
| Modérés | 8,5% | 6,0% |
| Apolitiques | 7,8% | 6,5% |
| Centristes | 4,2% | 5,5% |
| Libéraux | 3,5% | 5,1% |
| Conservateurs | 3,1% | 5,0% |
| Sociaux-patriotes | 2,8% | 5,3% |

| | | |
|------------------|------|-------------|
| Réfractaires | 3,5% | 6,3% |
| Autoritaires | 5,2% | 7,5% |
| Anti-assistanat | 3,5% | 6,4% |
| Traditionalistes | 2,9% | 4,9% |
| Identitaires | 3,5% | 6,5% |

Annexe 6. Clustérisation de Nice²⁰

| <i>Clusters</i> | Nice | National |
|----------------------|------|----------|
| Multiculturalistes | 4,7% | 7,5% |
| Solidaires | 5,3% | 7,6% |
| Sociaux-démocrates | 6,4% | 9,9% |
| Sociaux-républicains | 5,2% | 5,7% |
| Révoltés | 4,6% | 4,3% |
| Modérés | 6,8% | 6,0% |
| Apolitiques | 8,4% | 6,5% |
| Centristes | 3,1% | 5,5% |
| Libéraux | 3,7% | 5,1% |
| Conservateurs | 4,1% | 5,0% |

| | | |
|-------------------|-------|------|
| Sociaux-patriotes | 5,1% | 5,3% |
| Réfractaires | 7,6% | 6,3% |
| Autoritaires | 13,3% | 7,5% |
| Anti-assistanat | 7,9% | 6,4% |
| Traditionalistes | 4,8% | 4,9% |
| Identitaires | 9,1% | 6,5% |

Annexe 7. Les 30 villes de plus de 30 000 inscrits où le score de LFI a le plus progressé entre les européennes de 2019 et celles de 2024²¹

| Ville | Participation 2019 | Participation 2024 | Écart | LFI 2019 | LFI 2024 | Écart |
|------------------|--------------------|--------------------|-------|----------|----------|-------|
| Saint-Denis | 32,6% | 38,0% | 5,4% | 14,5% | 50,4% | 35,9% |
| Aubervilliers | 31,6% | 36,7% | 5,1% | 15,7% | 48,4% | 32,7% |
| Vénissieux | 34,9% | 42,8% | 7,9% | 10,4% | 42,2% | 31,8% |
| Argenteuil | 36,2% | 42,2% | 6,0% | 12,2% | 43,4% | 31,2% |
| Aulnay-sous-Bois | 36,2% | 42,4% | 6,2% | 10,4% | 40,2% | 29,8% |
| Drancy | 41,0% | 41,9% | 0,9% | 9,4% | 38,2% | 28,8% |
| Roubaix | 30,6% | 35,6% | 5,1% | 15,1% | 42,8% | 27,8% |
| Nanterre | 43,6% | 48,5% | 4,8% | 10,9% | 37,0% | 26,1% |

| | | | | | | |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cergy | 38,5% | 43,6% | 5,1% | 10,5% | 35,0% | 24,5% |
| Évry-Courcouronnes | 36,4% | 43,0% | 6,6% | 12,5% | 36,7% | 24,2% |
| Ivry-sur-Seine | 50,4% | 54,8% | 4,4% | 12,3% | 34,9% | 22,6% |
| Vitry-sur-Seine | 39,2% | 41,8% | 2,6% | 12,2% | 34,1% | 22,0% |
| Montreuil | 47,3% | 51,5% | 4,2% | 12,7% | 34,5% | 21,8% |
| Saint-Joseph | 40,5% | 38,8% | -1,7% | 13,8% | 35,3% | 21,4% |
| Créteil | 45,2% | 51,3% | 6,1% | 9,2% | 30,2% | 21,0% |
| Villejuif | 44,5% | 46,6% | 2,1% | 9,5% | 30,2% | 20,7% |
| Clichy | 47,3% | 51,4% | 4,1% | 9,0% | 29,3% | 20,3% |
| Champigny-sur-Marne | 41,2% | 43,9% | 2,6% | 9,2% | 28,8% | 19,6% |
| Villeurbanne | 44,3% | 51,5% | 7,2% | 7,5% | 25,2% | 17,7% |
| Chelles | 41,9% | 45,2% | 3,3% | 7,7% | 25,2% | 17,4% |
| Massy | 48,2% | 50,6% | 2,4% | 8,6% | 25,8% | 17,2% |
| Noisy-le-Grand | 44,6% | 48,3% | 3,6% | 7,2% | 24,1% | 17,0% |
| Colombes | 49,5% | 52,4% | 3,0% | 7,7% | 24,6% | 16,9% |
| Saint-Priest | 40,1% | 46,2% | 6,1% | 8,2% | 24,5% | 16,3% |
| Sartrouville | 45,5% | 48,8% | 3,3% | 7,1% | 22,9% | 15,8% |
| Mulhouse | 41,7% | 45,1% | 3,4% | 7,4% | 23,1% | 15,7% |

| | | | | | | |
|--------------------|-------|-------|------|-------|-------|-------|
| Lille | 45,8% | 53,9% | 8,0% | 10,3% | 25,9% | 15,7% |
| Asnières-sur-Seine | 53,2% | 57,0% | 3,9% | 4,9% | 19,6% | 14,7% |
| Strasbourg | 49,9% | 56,8% | 6,9% | 6,9% | 21,3% | 14,4% |

Annexe 8. Évolution comparée du score de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise entre les 110 communes comptant le plus d'inscrits et la moyenne nationale²²

| Résultats LFI / Mélenchon | Mélenchon 2017 | Mélenchon 2022 | Évolution | LFI Européennes 2019 | LFI Européennes 2024 | Évolution |
|--|----------------|----------------|-----------|----------------------|----------------------|-----------|
| Score 110 plus grandes communes | 24,3% | 31,8% | 7,5% | 7,5% | 19,5% | 12% |
| Score national | 19,6% | 21,9% | 2,3% | 6,3% | 9,9% | 3,6% |

1. Quantité Critique, « [Le profil social et politique des marches pour le climat](#) », 12 mars 2020.
2. Solange Martin, « L'opinion publique sur le climat en France », *Futuribles*, n°435 (2), 2020, pp. 35-55.
3. Jean-Yves Dormagen, « Comprendre le nouveau clivage écologique : données inédites », *Le Grand Continent*, 7 novembre 2023.
4. Ce test aboutit à la mise en lumière de **seize groupes (clusters)** qui réunissent les individus qui partagent des positions identiques sur quinze des principaux clivages qui fracturent la société française. Cet outil a été forgé pour mieux comprendre la demande politique, mais aussi pour offrir une segmentation pertinente de la société, dont on sait qu'elle est aujourd'hui profondément fragmentée et polarisée, selon des logiques et des frontières qui ne sont pas réductibles aux catégories traditionnelles, telles que les catégories socioprofessionnelles ou même l'ancien clivage gauche/droite.
5. Maik Herold, Janine Joachim, Cyrill Otteni et Hans Vorländer, « [Polarization in Europe](#) », université de Dresde, Fondation Mercador, ZVD, 10 mai 2023.
6. Damien Lepetitgaland, « [« Elle est folle cette métropole ! » : du bruit et de la colère contre la politique des écologistes](#) », *Le Progrès*, 30 septembre 2024.
7. Stéphane Fournier, *Du vote légitimiste au vote identitaire : comment le RN est devenu le premier parti chez les seniors*, *Fondation Jean-Jaurès*, 23 avril 2024.

8. Ronan Mahieu, « La mobilité résidentielle des seniors », [Caisse des dépôts](#), 10 novembre 2022.
9. Gilles Rof, « À Marseille, les élus se disputent la refondation du Rassemblement pour la République », [Le Monde](#), 17 février 2024.
10. Sous la direction de Amory Gethin, Clara Martinez-Toledano et Thomas Piketty, *Clivages politiques et inégalités sociales*, Paris, Seuil, 2021.
11. Jean Rivière, *L'illusion du vote bobo*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022.
12. « Le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, quitte Les Républicains, regrettant la « droitisation » du parti », [Le Monde avec AFP](#), 8 novembre 2022.
13. [Cluster17](#), *Une nouvelle clustérisation pour un niveau d'analyse toujours plus puissant*, 8 janvier 2025.
14. Sandrine Cassini et Benoît Floc'h, « Municipales 2026 : le PS bousculé par les ambitions de LFI », [Le Monde](#), 15 mars 2025.
15. Cluster 17.
16. Sondage Cluster 17 réalisé auprès d'un échantillon de 812 individus représentatifs de la population lyonnaise, février 2025.
17. Cluster 17.
18. Cluster 17.
19. Cluster 17.
20. Cluster 17.
21. Ministère de l'Intérieur / Cluster 17.
22. Ministère de l'Intérieur / Cluster 17.